



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Guide pratique de l’instruction dans SPLS-Galion des dossiers de financement des aides à la pierre spécifiques au plan de relance 2021

Édition de mars 2021

L'année 2021 est marquée par la mise en œuvre de différentes **aides exceptionnelles en faveur de la Relance de la production et de la réhabilitation de logements locatifs sociaux, d'hébergements ou d'aires d'accueil des gens des gens du voyage**. Huit aides spécifiques ont ainsi vu le jour, et ont toutes été intégrées dans l'application SPLS-Galion.

Les **modalités d’instruction** et le **circuit budgétaire spécifique** sont décrites ci-après.

Afin d’éditer des décisions et documents à jour des nouvelles dispositions, les services ayant procédé à des adaptations locales des décisions d’agrément, d’annulation et Fiche analytique (FAT) sur SPLS-Galion doivent procéder à la **suppression des adaptations locales portant sur les tableaux suivants** (fiche utilisateur : <http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/editer-une-decision-de-financement-ou-d-agrement-r674.html>) :

- | | |
|----------------|----------------|
| - PAI_4171_ART | - PCI_NW_AN_DE |
| - PAI_4171_ARS | - PCI_SUBOPDEC |
| - PAI_DFIN | - PCI_SUBVWDEC |
| - PAI_4171AN1A | - GVI_DEC_ART |
| - PAI_NW_AN_DE | - RHVS_DEC_ART |
| - PAI_SUBOPDEC | - ONI_ART5161N |
| - PAI_SUBVWDEC | - ONI_ART5161A |
| - PAI_4X71ANNB | - ONI_DFIN1 |
| - DEC_ENTETE | - ONI_PP_TEC |
| - PAI_4171_ART | - RHV_ANNU_ART |
| - PAI_4171_ARS | - GVI_ANNU_ART |
| - PAI_DFIN | - PCI_ANNU_ART |
| - PCI_4171_ART | - PAI_ART4178 |
| - PCI_4171_ARS | - PAI_ANNU_ART |
| - PCI_DFIN | - PA_ELEM4178C |

Table des matières

1. Palulos Relance	3
2. Massi-Réno Relance	9
3. Aires des Gens du Voyage Relance.....	14
4. Programme d'investissement pour l'amélioration et la modernisation des accueils de jour en métropole et outre-mer	17
5. Programme d'humanisation des centres d'hébergement dans les DOMs	18
5. PLAI FTM Relance	21
6. PLAI Relance (région Ile-de-France uniquement)	24
7. PSH (Produit spécifique hébergement)	27
8. RHVS Relance (région Ile-de-France uniquement)	30
9. Imputation budgétaire	32
10. Rappel des taux de TVA de droit commun	33

1. Palulos Relance

a) Description de l'aide et des paramètres d'instruction

Cette aide vise prioritairement au financement d'opérations de restructuration et réhabilitation lourde de logements sociaux, couplées à une rénovation énergétique.

Le cahier des charges du 11 janvier 2021 en ligne sur le site du ministère de la Transition écologique décrit les exigences attendues en matière de sélection des opérations ainsi que les modalités de leur financement. <https://www.ecologie.gouv.fr/plan-relance-restructuration-rehabilitation-lourde-et-renovation-thermique-logements-locatifs>

Le décret n° 2021-158 du 12 février 2021 a, par ailleurs, profondément remanié les modalités de calcul de la subvention à l'amélioration du parc existant, dite « PALULOS ». L'assiette de subvention est dorénavant le **prix de revient HT** de l'opération de réhabilitation, frais de relogement des ménages et frais financiers inclus. Le taux de subvention est au plus égal à 35% de l'assiette précédemment mentionnée.

Il vous appartient, pour chaque opération, de définir le montant de subvention applicable dans le respect de la réglementation, du cahier des charges précité, et, le cas échéant, des règles de financement définies au niveau régional ou à l'échelle des territoires de gestion. Le montant de subvention par logement s'apprécie sur le nombre de logements après travaux.

En particulier, pour les opérations de restructuration ou réhabilitation lourdes couplées à une rénovation énergétique, le cahier des charges a inscrit un plafond de subvention de 20 000 € par logement ainsi que le respect, au niveau régional, d'un **montant moyen de subvention de 11 000 € par logement**.

Les crédits et objectifs associés notifiés en début d'année concernent uniquement les opérations de restructuration ou réhabilitation lourde couplées à une rénovation énergétique. Toutefois, des crédits spécifiques visant au financement d'opérations de rénovation énergétique seules pourront le cas échéant être notifiés à la fin du premier semestre 2021 après financement de l'ensemble des opérations de restructurations lourdes éligibles en 2021. S'agissant des opérations de rénovation énergétique seule, le cahier des charges précité indique que le **montant moyen de subvention, au niveau régional, ne devra pas dépasser 4 000 € par logement**.

b) Comment instruire l'aide (doctrine) ?

Seuls les logements déjà conventionnés peuvent prétendre à la subvention PALULOS Relance.

Les EHPAD et les logements-foyers pour handicapés ne peuvent bénéficier d'un financement PALULOS pour leurs réhabilitations, celles-ci étant du ressort de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Par ailleurs, la subvention PALULOS relance n'est pas cumulable avec une subvention de l'ANRU ou avec des fonds européens (FEDER).

La concertation avec les locataires en cas de réhabilitation est un impératif rappelé par l'article 44 quater de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986. Il conviendra de vérifier dans l'instruction du dossier de demande de subvention que le bailleur a satisfait à son obligation en la matière.

Compte tenu du contexte sanitaire, il convient de se reporter par analogie aux moyens décrits à l'article 22-2 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété en ce qui concerne l'organisation de la concertation locative.

Si la circulaire n°93-60 du 6 août 1993 décrivant les modalités de la concertation locative en cas de PALULOS n'est plus opposable, elle reste un cadre de référence sur les points à aborder avec les maîtres d'ouvrage.

La hausse des loyers après travaux ne peut excéder le loyer-plafond actualisé de la convention APL en cours, dans la limite rappelée par l'article L.353-9-3 du CCH.

Enfin, en complément du loyer et des charges, une contribution des locataires au partage des économies d'énergie peut être demandée lorsque le bailleur a réalisé dans le logement loué nu à titre de résidence principale, ou dans les parties communes de l'immeuble, des travaux d'économies d'énergie.

Les modalités de cette contribution sont décrites par le décret n° 2009-1438 du 23 novembre 2009 et l'arrêté du 23 novembre 2009 relatif à la contribution du locataire au partage des économies de charges issues des travaux d'économie d'énergie réalisés par un bailleur social.

L'ensemble des pièces à fournir par le bailleur pour l'obtention d'une décision PALULOS sont listées à l'annexe 1 de l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à diverses dispositions concernant l'attribution de prêts et de subvention pour la construction, l'acquisition-amélioration et la réhabilitation d'immeubles en vue d'y aménager avec l'aide de l'Etat des logements ou des logements-foyers à usage locatif. Le dossier de demande de subvention doit ainsi comprendre la géolocalisation de l'opération dans le système national d'information (ou à défaut un plan de situation de l'opération), une fiche descriptive de l'opération (identification de l'opération, caractéristiques techniques, nature et coût des travaux, échéancier prévisionnel de l'opération), le plan de financement prévisionnel de l'opération, l'équilibre financier prévisionnel de l'opération, les documents justificatifs du résultat de la concertation avec les locataires.

Afin de s'assurer de la parfaite éligibilité des opérations financées, les maîtres d'ouvrage devront également transmettre aux services instructeurs le DPE avant travaux des opérations en cours d'instruction et de celles à venir.

Ces pièces doivent permettre de vérifier que l'opération est conforme aux critères d'éligibilité fixés par le cahier des charges du 11 janvier 2021 que ce soit au regard de ses caractéristiques techniques (y compris les critères de rénovation énergétique), l'échéancier prévisionnel de l'opération (dont le démarrage des travaux) ou encore la concertation avec les locataires. Aucune pièce supplémentaire ne doit être exigée pour l'instruction des dossiers.

Il convient par ailleurs de vérifier lors de l'instruction l'absence de financements européens (FEDER) dans le plan de financement.

Une modification de l'arrêté du 5 mai 2017 est néanmoins prévue d'ici la fin du premier semestre 2021 pour inclure :

- les pièces à fournir en vue de l'obtention du paiement d'un acompte et d'une décision de clôture ;
- les pièces à fournir en vue de la délivrance des autorisations spécifiques mentionnées aux troisième et cinquième alinéas du III de l'article L. 441-2 visant respectivement les opérations de logements construits ou aménagés spécifiquement pour l'usage des personnes en perte d'autonomie liée à l'âge ou au handicap et les opérations de logements destinés à l'usage des jeunes de moins de trente ans. Dans l'attente de la parution de l'arrêté modificatif, il conviendra de demander les pièces prévues pour les autorisations spécifiques demandées dans le cadre d'une opération d'offre nouvelle (PLUS, PLAI ou PLS).

c) Règlementation

Les dispositions réglementaires qui s'appliquent à la PALULOS relèvent des articles D323-1 à D.323-12-1 du code de la construction et de l'habitation.

L'octroi de cette aide à la réhabilitation dans le cadre des crédits issus du Plan de relance est toutefois subordonné au respect des critères d'éligibilité et des règles de financement pour les années 2021-2022 du Plan de Relance décrits par le cahier des charges en ligne sur le site du ministère de la Transition écologique <https://www.ecologie.gouv.fr/plan-relance-restructuration-rehabilitation-lourde-et-renovation-thermique-logements-locatifs>.

d) Imputation budgétaire

Cette mesure doit être engagée sur les crédits budgétaires mis à disposition sur les BOP et UO “relance” dont la cartographie est rappelée dans la charte de gestion du programme ; sur le domaine fonctionnel 135-10-01 “réhabilitation des LLS”, code activité 0135020101, imputation N/A.

A l'exception des opérations engagées dans le cadre de la convention Bassin Minier (à imputer sur le code 01-15), aucune opération de réhabilitation ne doit être engagée hors du BOP relance.

e) Instruction (SPLS-Galion)

Il convient d'attacher une attention particulière aux données renseignées dans SPLS-Galion. Les informations suivantes sur le suivi de la mise en œuvre de cette mesure seront extraites du système d'information :

- le maître d'ouvrage
- le nombre de logements avant travaux
- le nombre de logements après travaux
- le prix de revient de l'opération
- le montant d'aide accordée par l'Etat
- l'étiquette DPE avant travaux
- l'étiquette DPE après travaux
- la date du DPE
- la localisation avec la distinction entre QPV/hors QPV et au sein des QPV, la mention de ceux faisant l'objet d'une convention avec l'ANRU (PRIN (QPV-PRU national) ou PRIR (QPV-PRU régional))
























Une attention particulière doit aussi être apportée aux renseignements des informations suivantes :
























- les dates d'OS et de DAT
- le numéro de la convention APL
























Chacune de ces données doit scrupuleusement être renseignée pour permettre un suivi précis de l'avancement de cette mesure dans le cadre des différentes instances de pilotage (Commission européenne, France relance, Comité interministériel à la Ville).



Les fiches utilisateurs pas-à-pas et les tutoriels vidéos relatifs à cette aide sont disponibles sur le site du financement du logement social : <http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/documentation-utilisateur-r664.html>










Au niveau de la page de connexion, il faut choisir son entité et son profil :










































































































































Choix de l'aide

Pour créer un dossier de PALULOS Relance, il convient de sélectionner la nature « Réhabilitation », sous-nature « Réhabilitation », pour les opérations de restructurations ou réhabilitations lourdes couplées à une rénovation énergétique, et la sous-nature « Rénovation énergétique seule » pour les opérations de rénovation énergétique seule.

Le renseignement des sous-natures d'opération est essentiel pour pouvoir distinguer ces deux types d'opérations qui bénéficient de montants moyens de subvention différents.

Néanmoins, les crédits notifiés par courrier du DHUP du 14 janvier 2021 ne concernent que des opérations de restructuration ou réhabilitation lourde couplées à une rénovation énergétique. Aucune opération de rénovation énergétique seule ne peut être engagée à l'ouverture de Galion et tant que des crédits n'auront pas été spécifiquement notifiés à cet effet.

Les opérations de PALULOS Relance ne peuvent pas avoir d'autres aides :

- SPLS-Galion bloquera la sélection d'une aide qui n'est pas associée au plan de relance
- Aucune autre aide relance ne doit être ajoutée au dossier

Ajout de l'aide (onglet Pré-programmation)

Dans l'onglet Infos générales, le produit est à sélectionner en bas de page dans le bloc « Produits envisagés ».

Ajout de l'aide (onglet Instruction)

Dans l'onglet Aides, il faut :

- sélectionner le produit et cliquer sur Rechercher
- sélectionner la réglementation et cliquer sur Rechercher
- sélectionner le barème et cliquer sur Enregistrer

Informations techniques

Les informations techniques demandées pour la PALULOS Relance sont les mêmes que celles de la PALULOS. Plusieurs modifications interviennent en 2021 : les tableaux nouveaux ou ayant fait l'objet de modifications sont présentés ci-dessous. La saisie du détail des travaux par corps d'état n'est plus nécessaire.

Tableau de consistance : des informations sur le DPE doivent être saisies. L'étiquette DPE avant travaux doit être de meilleur niveau que celle avant travaux. La date du DPE doit être saisie au format jj/mm/aaaa.

Informations sur l'aide

Aide : Tableau :

Logements concernés par les travaux.		
	Avant travaux	Après travaux
Nombre de logements individuels	<input type="text" value="1"/>	<input type="text" value="2"/>
Nombre de logements collectifs	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Total :	1	2
Année d'entrée dans le patrimoine <input type="text"/>		








Étiquette DPE		
	Avant travaux	Après travaux
Étiquette DPE	<input type="text" value="C"/>	<input type="text" value="A"/>
Date du DPE avant travaux	<input type="text" value="12/12/1998"/>	

Tableau des travaux subventionnables : nouveau tableau.

Informations sur l'aide

Aide : Tableau :

Travaux subventionnables	
Montant HT des travaux	<input type="text" value="10000,00"/>
Montant HT des honoraires	<input type="text" value="2000,00"/>
Montant total HT	12 000,00
Montant TVA	<input type="text" value="200,00"/>
TOTAL TTC (Montant HT des travaux + Montant HT des honoraires + montant TVA)	12 200,00

 Imprimer
  Bilan
  Rétablir
  Précédent
  Suivant
  Enregistrer
  Retour

Détails des logements dérogatoires : lorsque le type d'opération choisi est « LLS autonomie art. L441-2 du CCH », « LLS Jeun art. L441-2 du CCH » ou « LLS Mixte art. L441-2 du CCH », le tableau ci-dessous doit être complété. La sélection de ce type d'opération génère également une modification de la décision.

Informations sur l'aide

Aide : Tableau :

DÉTAIL DES LOGEMENTS ATTRIBUÉS PAR DÉROGATION (ARTICLE L.441-2 DU CCH)	
Produit	Nombre de logements
PALULOS-RELANCE	<input type="text" value="22"/>








 Imprimer
  Bilan
  Rétablir
  Précédent
  Suivant
  Enregistrer
  Retour

Tableau de subventionnement : le tableau pré-existant a été simplifié. La subvention maximale (35% de l'assiette) est calculée. Elle peut être modifiée à la baisse (champ « Subvention modifiée »). L'application calcule également, pour information, la subvention par logement (devant être inférieure à 20 000 € par logement).

Informations sur l'aide

Aide : Aides principales (prévisionnelle)
Tableau : Tableau de subventionnement Palulos relance

Subventionnement de l'opération	
Montant total HT des travaux subventionnés	12 000,00
TOTAL TTC (montant HT des travaux + montant HT des honoraires + montant TVA)	12 200,00
Subvention maximum	4 200,00
Subvention modifiée	4000,00
Subvention par logement (en €)	2 000,00
Taux de subvention (subvention modifiée/montant total HT travaux subventionnés, en %)	33,33

Imprimer
Bilan
Rétablir
Précédent
Enregistrer
Retour

Imputation / Nomenclature

La PALULOS relance doit être imputée sur la nomenclature du programme 135. Les nomenclatures d'exécution mises à disposition par l'administrateur national en fonction des types d'entité gestionnaire sont listées ci-dessous.

Code	Libellé	Type de gestionnaire
13501	Action 01 - Construction locative et amélioration du parc	Etat
20402	subventions versées aux personnes de droit privés	EPCI
20414	subvention versée aux autres établissements publics locaux	EPCI
20417	subvention versée aux organismes publics divers	EPCI
204C	Budget délégué de l'Etat au Conseil Départemental	CG
204C-02	subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé	CG
204C-14	subvention d'équipement versée aux autres Ets publics locaux	CG
204C-17	subvention d'équipement versée aux organismes publics divers	CG

Opération et subvention
Plan de Financement
Imputations

Aide : Aides principales (prévisionnelle)

Signataires

Imputation

Montant subvention : 385,00

Exercice : 2021

Nomenclature : 13501 - Action 01 - Construction locative et amélioration du parc

Visa spécifique :

2. Massi-Réno Relance

a) Description de l'aide et des paramètres d'instruction

Cet axe du Plan de Relance vise à soutenir la mise en place d'une démarche de massification de la rénovation énergétique performante du parc locatif social.

Cet appel à projets est mis en œuvre par la DHUP. Les candidatures sont analysées au fur et à mesure des dépôts jusqu'à épuisement de l'enveloppe globale de 40 M€. Le guichet est ouvert jusqu'au 28 février 2021, avec possibilité de prolongation si le nombre de dossiers reçus est insuffisant.

Il exigera la mise en place de processus industriels de rénovation permettant d'atteindre des niveaux de performance énergétique élevés garantis contractuellement sur 30 ans, pour les logements du parc social dont la consommation énergétique conventionnelle initiale correspondra aux classes énergétiques E, F et G du diagnostic de performance énergétique (DPE) tel que défini à l'article R. 134-2 du code de la construction et de l'habitation (avec un plafond de 15% de logements de classe énergétique par bailleur ou groupement de bailleurs).

Une attestation de sélection des projets retenus sera délivrée par la DHUP (bureau QC4), au plus tard d'ici le 30 avril 2021. Le montant d'aide financière sera déterminé en fonction du nombre de logements et de l'enveloppe financière allouée pour le financement de l'appel à projets.

b) Comment instruire l'aide (doctrine) ?

La subvention ainsi octroyée relève du régime des subventions à l'amélioration des logements sociaux, dit PALULOS, prévu par les articles D. 323-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation. **Elle est soumise aux mêmes contraintes réglementaires en particulier pour la concertation avec les locataires et la hausse des loyers que la subvention PALULOS Relance.**

La DHUP (bureau QC4) est en charge de la sélection des opérations éligibles à l'appel à projets et de la détermination du montant de la subvention.

La délivrance de la subvention sera assurée par les services locaux instructeurs des aides à la pierre [Direction Départementale des Territoires (et de la Mer) ou collectivité délégataire des aides à la pierre] par l'intermédiaire de SPLS-Galion.

La subvention sera ensuite versée dans les conditions décrites par l'article D. 323-9 du code de la construction et de l'habitation.

c) Règlementation

Les dispositions réglementaires qui s'appliquent à la PALULOS relèvent des articles D323-1 à D.323-12-1 du code de la construction et de l'habitation.

L'octroi de cette aide à la réhabilitation MassiRéno dans le cadre des crédits issus du Plan de relance est toutefois subordonné au respect des règles de financement pour les années 2021-2022 du Plan de Relance décrits par le cahier des charges en ligne sur le site du ministère de la Transition écologique

<https://www.ecologie.gouv.fr/plan-relance-appel-projets-massification-renovation-exemplaire-du-parc-locatif-social-massireno-1>

d) Imputation budgétaire

Cette mesure doit être engagée sur les crédits budgétaires mis à disposition sur les BOP et UO "relance" dont la cartographie est rappelée dans la charte de gestion du programme ; sur le domaine fonctionnel 135-10-02 "réhabilitation des LLS – MassiRéno", code activité 0135020102, imputation N/A.

e) Instruction (SPLS-Galion)

Il convient d'attacher une attention particulière aux données renseignées dans SPLS-Galion. Les informations suivantes sur le suivi de la mise en œuvre de cette mesure seront extraites du système d'information :

- le maître d'ouvrage
- le nombre de logements avant travaux
- le nombre de logements après travaux
- le prix de revient de l'opération
- le montant d'aide accordée par l'Etat
- l'étiquette DPE avant travaux
- l'étiquette DPE après travaux
- la date du DPE
- la localisation avec la distinction entre QPV/hors QPV et au sein des QPV, la mention de ceux faisant l'objet d'une convention avec l'ANRU (PRIN (QPV-PRU national) ou PRIR (QPV-PRU régional))

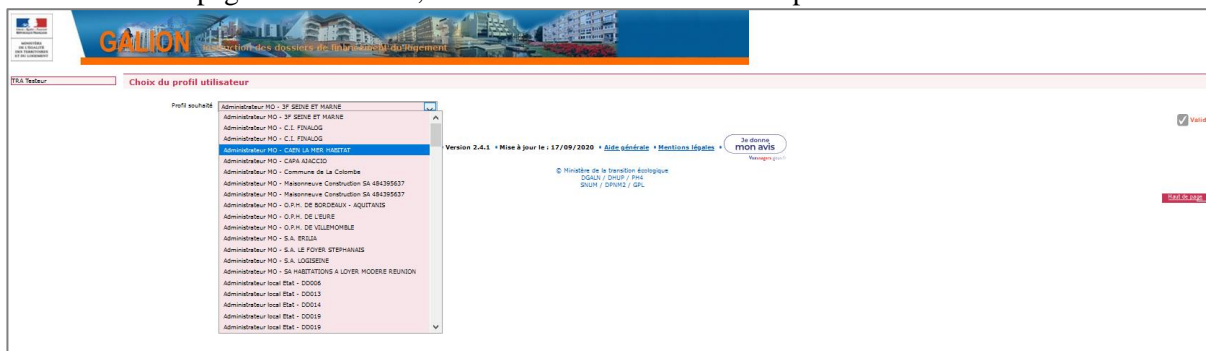
Une attention particulière doit aussi être apportée aux renseignements des informations suivantes :

- les dates d'OS et de DAT
- le numéro de la convention APL

Chacune de ces données doit scrupuleusement être renseignée pour permettre un suivi précis de l'avancement de cette mesure dans le cadre des différentes instances de pilotage (Commission européenne, France relance, Comité interministériel à la Ville).

Les fiches utilisateurs pas-à-pas et les tutoriels vidéos relatifs à cette aide sont disponibles sur le site du financement du logement social : <http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/documentation-utilisateur-r664.html>

Au niveau de la page de connexion, il faut choisir son entité et son profil :



Choix de l'aide

Pour créer un dossier de Massi-Réno Relance, sélectionner la nature « Réhabilitation », sous-nature « Rénovation énergétique seule ».

Les opérations de Massi-Réno Relance ne peuvent pas avoir d'autres aides :


- SPLS-Galion bloquera la sélection d'une aide qui n'est pas associée au plan de relance
- Aucune aide complémentaire ne doit être ajoutée (ni prime d'insertion, ni surcharge foncière)
- Aucune autre aide relance ne doit être ajoutée au dossier

Ajout de l'aide (onglet Pré-programmation)

Dans l'onglet Infos générales, le produit est à sélectionner en bas de page dans le bloc « Produits envisagés ».

Produit(s) envisagé(s)

Produit(s) envisagé(s)	Sup.
Aucune information disponible	

Produit :  **Ajouter** Un même dossier ne peut pas comporter des aides Etat du Plan de relance et des aides Etat qui ne sont pas du Plan de relance.

Ajout de l'aide (onglet Instruction)

Dans l'onglet Aides, il faut :




- sélectionner le produit et cliquer sur Rechercher
- sélectionner la réglementation et cliquer sur Rechercher
- sélectionner le barème et cliquer sur Enregistrer.

Aide

Aide : Un même dossier ne peut pas comporter des aides Etat du Plan de relance et des aides Etat qui ne sont pas du Plan de relance.

Réglementation :

Barème :

 **Affiner la recherche**  **Enregistrer**  **Retour**

Informations techniques

Les informations techniques demandées pour la Massi-Réno Relance sont les mêmes que celles de la PALULOS. Plusieurs modifications interviennent en 2021, les tableaux nouveaux ou ayant fait l'objet de modifications sont présentés ci-dessous. La saisie du détail des travaux par corps d'état n'est plus nécessaire.

Tableau de consistance : des informations sur le DPE doivent être saisies. L'étiquette DPE avant travaux doit être de meilleur niveau que celle avant travaux. La date du DPE doit être saisie au format jj/mm/aaaa.

Informations sur l'aide

Aide : Tableau :

Logements concernés par les travaux.		
	Avant travaux	Après travaux
Nombre de logements individuels	<input type="text" value="10"/>	<input type="text" value="11"/>
Nombre de logements collectifs	<input type="text" value="0"/>	<input type="text" value="0"/>
Total :	10	11
Année d'entrée dans le patrimoine <input type="text"/>		
Étiquette DPE		
	Avant travaux	Après travaux
Étiquette DPE	<input type="text" value="E"/>	<input type="text" value="A"/>
Date du DPE avant travaux	<input type="text" value="12/12/1997"/>	








 **Imprimer**  **Bilan**  **Rétablir**  **Précédent**  **Suivant**  **Enregistrer**  **Retour**

Tableau des travaux subventionnables : nouveau tableau.

Informations sur l'aide

Aide :
Tableau :

Travaux subventionnables	
Montant HT des travaux	<input type="text" value="200,00"/>
Montant HT des honoraires	<input type="text" value="50,00"/>
Montant total HT	250,00
Montant TVA	<input type="text" value="20,00"/>
TOTAL TTC (Montant HT des travaux + Montant HT des honoraires + montant TVA)	270,00

Imprimer
 Bilan
 Rétablir
 Précédent
 Suivant
 Enregistrer
 Retour

Détails des logements dérogatoires : lorsque le type d'opération choisi est « LLS autonomie art. L441-2 du CCH », « LLS Jeun art. L441-2 du CCH » ou « LLS Mixte art. L441-2 du CCH », le tableau ci-dessous doit être complété. La sélection de ce type d'opération génère également une modification de la décision.

Informations sur l'aide

Aide :
Tableau :

DÉTAIL DES LOGEMENTS ATTRIBUÉS PAR DÉROGATION (ARTICLE L.441-2 DU CCH)	
Produit	Nombre de logements
MASSI-RENO	<input type="text" value="2"/>

Imprimer
 Bilan
 Rétablir
 Précédent
 Suivant
 Enregistrer
 Retour

Tableau de subventionnement : le tableau pré-existant a été simplifié. La subvention maximale (35% de l'assiette) est calculée. Elle peut être modifiée à la baisse (champ « Subvention modifiée »). L'application calcule également, pour information, la subvention par logement (devant être inférieure à 20 000 € par logement).

Informations sur l'aide

Aide :
Tableau :

Subventionnement de l'opération	
Montant total HT des travaux subventionnés	250,00
TOTAL TTC (montant HT des travaux + montant HT des honoraires + montant TVA)	270,00
Subvention maximum	87,50
Subvention modifiée	<input type="text" value="522"/>
Subvention par logement (en €)	43,75
Taux de subvention (subvention modifiée/montant total HT travaux subventionnés, en %)	35,00

Imprimer
 Bilan
 Rétablir
 Précédent
 Enregistrer
 Retour

Imputation / Nomenclature

La Massi-Réno Relance doit être imputée sur la nomenclature du programme 135. Les nomenclatures d'exécution mises à disposition par l'administrateur national en fonction des types d'entité gestionnaire sont listées ci-dessous.

Code	Libellé	Type de gestionnaire
13501	Action 01 - Construction locative et amélioration du parc	Etat
20402	subventions versées aux personnes de droit privés	EPCI
20414	subvention versée aux autres établissements publics locaux	EPCI
20417	subvention versée aux organismes publics divers	EPCI
204C	Budget délégué de l'Etat au Conseil Départemental	CG
204C-02	subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé	CG
204C-14	subvention d'équipement versée aux autres Ets publics locaux	CG
204C-17	subvention d'équipement versée aux organismes publics divers	CG

Décision

Code - Description : 2021DD0770072 - Palulos Massi Réno Relance
Numéro de décision :
Nature : Réhabilitation
Type : Prévisionnel
Commune : Chalaudre-la-Grande
Etat : Contrôlé

Opération et subvention

Plan de Financement

Imputations

Aide : Aides principales (prévisionnelle)

Signataires

Imputation

Montant subvention : 0,00
Exercice : 2021
Nomenclature : 13501 - Action 1 - Construction locative et amélioration du parc
Visa spécifique :

3. Aires des Gens du Voyage Relance

a) Description de l'aide et des paramètres d'instruction

Il s'agit de financer des projets de réhabilitation d'aires permanentes d'accueil existantes (élargissement des places, construction de blocs sanitaires supplémentaires et réfection des existants, etc.) pouvant être engagés rapidement en prenant en compte l'enjeu environnemental (maîtrise de l'énergie : réflexion sur l'installation de panneaux solaires, de récupération des eaux de pluie, isolation, structure bois, ...).

Ce financement est plafonné à hauteur de 70 % des dépenses d'investissement hors taxes, dans la limite d'un plafond de dépenses subventionnables fixé à 6 402,9 € par place de résidence mobile (soit 9 147 x 70%, voir décret n°2001-541 du 25 juin 2001 relatif au financement des aires d'accueil destinées aux gens du voyage et l'article 4 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage).

Par exemple, pour une réhabilitation d'une aire permanente d'accueil de 20 places de caravanes, le montant maximal de la subvention est = 9 147 € x 70 % x 20 = 128 058 €.

b) Comment instruire l'aide (doctrine) ?

L'instruction se fait suivant le décret de 2018 et son arrêté d'application mentionnés ci-dessous.

c) Règlementation

Textes qui encadrent ce produit :

- Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage
- Décret n° 2001-541 du 25 juin 2001 relatif au financement des aires d'accueil destinées aux gens du voyage
- Décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement
- Arrêté du 2 août 2019 pris en application de l'article 6 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, déterminant les pièces et informations complémentaires aux demandes de subventions relevant du ministère de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

d) Imputation budgétaire

Cette mesure doit être engagée sur les crédits budgétaires mis à disposition sur les BOP et UO "relance" dont la cartographie est rappelée dans la charte de gestion du programme ; sur le domaine fonctionnel 135-09-01 "réhabilitation des aires d'accueil", code activité 0135010101, imputation N/A.

e) Instruction (SPLS-Galion)

Il convient d'attacher une attention particulière aux données renseignées dans SPLS-Galion, notamment les dates d'OS et de DAT.

Les fiches utilisateurs pas-à-pas et les tutoriels vidéos relatifs à cette aide sont disponibles sur le site du financement du logement social : <http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/documentation-utilisateur-r664.html>

Au niveau de la page de connexion, il faut choisir son entité et son profil :

Choix de l'aide

Pour créer un dossier d'Aires GDV Relance, sélectionner la nature Aires GDV (il n'y a pas de sous-nature). Les opérations d'Aires GDV relance ne peuvent pas avoir d'autres aides :

- SPLS-Galion bloquera la sélection d'une aide qui n'est pas associée au plan de relance
- Aucune aide complémentaire ne doit être ajoutée (ni prime d'insertion, ni surcharge foncière)
- Aucune autre aide relance ne doit être ajoutée au dossier

Ajout de l'aide (onglet Pré-programmation)

Dans l'onglet Infos générales, le produit est à sélectionner en bas de page dans le bloc « Produits envisagés ».

Ajout de l'aide (onglet Instruction)

Dans l'onglet Aide, il faut :

- sélectionner le produit et cliquer sur Rechercher
- sélectionner la réglementation et cliquer sur Rechercher
- sélectionner le barème et cliquer sur Enregistrer.

Informations techniques

Les informations techniques demandées pour l'Aire GDV relance sont les mêmes que celles de l'Aire GDV pré-existante. Cependant, la catégorie d'aire sélectionnée doit être « Réhabilitation aire ».

Nomenclature / Imputations

L'aire GDV Relance doit être imputée à la nomenclature 135. Les nomenclatures d'exécution mises à disposition par l'administrateur national en fonction des types d'entité gestionnaire sont listées ci-dessous.

Code	Libellé	Type de gestionnaire
13501	Action 01 - Construction locative et amélioration du parc	Etat
20402	subventions versées aux personnes de droit privés	EPCI
20414	subvention versée aux autres établissements publics locaux	EPCI
20417	subvention versée aux organismes publics divers	EPCI
204C	Budget délégué de l'Etat au Conseil Départemental	CG
204C-02	subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé	CG
204C-14	subvention d'équipement versée aux autres Ets publics locaux	CG
204C-17	subvention d'équipement versée aux organismes publics divers	CG

Opération et subvention
Plan de Financement
Imputations

Aide : Aides principales (prévisionnelle)

Signataires

Imputation

Montant subvention : 385,00

Exercice : 2021

Nomenclature : 13501 - Action 01 - Construction locative et amélioration du parc

Visa spécifique :

4. Programme d'investissement pour l'amélioration et la modernisation des accueils de jour en métropole et outre-mer

a) Description de l'aide et des paramètres d'instruction

Le programme d'investissement pour l'amélioration et la modernisation des accueils de jour est créé pour permettre aux accueils de jour d'améliorer la qualité de l'accueil des personnes et des services qu'ils délivrent. Il finance des travaux. Les règles de sélection et d'analyse des projets, dont le périmètre des structures et travaux éligibles, sont définies dans le cahier des charges du programme.

Les plafonds des aides accordées au titre du programme d'amélioration et de modernisation des accueils de jour sont les suivants :

- Jusqu'à 100% de la dépense totale subventionnable TTC pour les opérations dont le prix de revient prévisionnel total est inférieur ou égal à 100 000€.
- Jusqu'à 70% de la dépense totale subventionnable TTC pour les opérations dont le prix de revient prévisionnel total est supérieur à 100 000€.

Seules les opérations dont le prix de revient total est supérieur ou égal à 10 000€ TTC peuvent solliciter le programme.

L'octroi de cette aide dans le cadre des crédits issus du Plan de relance est toutefois subordonné au respect des règles décrites par le cahier des charges en ligne sur le site du financement du logement social (<http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/l-hebergement-a1307.html>). Les demandes de dérogations au cahier des charges sont argumentées et remontées à la Dihal pour examen.

b) Comment instruire l'aide (doctrine) ?

Le processus et le calendrier d'instruction sont détaillés dans le cahier des charges. Les DDT(M) et DEAL (DGTM) instruisent les dossiers qui leur sont transmis par les DDETS(PP) (DGCOPOP) après validation par ces dernières de l'opportunité et de la pertinence du projet. Les DDT(M) et DEAL (DGTM) valident la faisabilité du projet technique et son adéquation aux normes en vigueur.

Les projets sélectionnés et priorisés sont remontés à la Dihal pour le 31 mai (1ère vague). **L'instruction dans SPLS-Galion n'est réalisée qu'après la validation par l'administration centrale des projets retenus et de l'enveloppe afférente, c'est-à-dire par avant juin 2021 pour la 1ère vague.**

c) Règlementation

Cette aide est octroyée dans le respect des dispositions prévues par le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et l'arrêté du 2 août 2019 pris en application de l'article 6 du même décret qui détermine les pièces et informations complémentaires aux demandes de subventions relevant du ministère de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Les accueils de jour sont mentionnés à l'article D345-8 du Code de l'action sociale et des familles.

d) Imputation budgétaire

Cette mesure doit être engagée sur les crédits budgétaires mis à disposition sur les BOP et UO "relance" dont la cartographie est rappelée dans la charte de gestion du programme ; sur le domaine fonctionnel 135-09-02 "humanisation hors ANAH", code activité 0135010102, imputation N/A.

e) Instruction (SPLS-Galion)

Voir partie suivante : l'instruction dans SPLS-Galion se fait avec la même aide : Humanisation.

5. Programme d'humanisation des centres d'hébergement dans les DOMs

a) Description de l'aide et des paramètres d'instruction

Le « programme d'humanisation des centres d'hébergement en outre-mer » vise à financer des travaux de transformation, totale ou partielle, de locaux ayant déjà la vocation d'hébergement, en vue d'améliorer les conditions d'accueil des publics. Les règles de sélection et d'analyse des projets, dont le périmètre des structures et travaux éligibles, sont définies dans le cahier des charges du programme.

Les plafonds des aides sont également définis dans le cahier des charges. Les aides sont soumises à un double plafond (règles cumulatives) :

- Financement jusqu'à 50 % du coût des travaux (TTC) subventionnables. Ce taux peut être exceptionnellement porté à 80 % par la DEAL / DGTM.
- Plafond maximum de subvention par place : 15 000 € (apprécié sur le nombre de places après travaux). Ce plafond peut être exceptionnellement porté 26 250 € par place après dérogation par la DEAL/DGTM.

L'octroi de cette aide dans le cadre des crédits issus du Plan de relance est toutefois subordonné au respect des règles décrites par le cahier des charges en ligne sur le site du financement du logement social (<http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/l-hebergement-a1307.html>). Les demandes de dérogations au cahier des charges sont argumentées et remontées à la Dihal pour examen.

b) Comment instruire l'aide (doctrine) ?

Le processus et le calendrier d'instruction sont détaillés dans le cahier des charges. Les DEAL (DGTM) et DDETS (DGCOP) instruisent conjointement les dossiers. Les DEAL (DGTM) valident la faisabilité et la pertinence du projet technique et son adéquation aux normes en vigueur ; elles examinent le coût estimé de l'opération au regard des travaux envisagés ; elles vérifient que le plan de financement correspond aux correspond aux règles de subvention fixées par le cahier des charges.

Les projets sélectionnés et priorisés sont remontés à la Dihal pour le 31 mai (1ère vague). **L'instruction dans SPLS-Galion n'est réalisée qu'après la validation par l'administration centrale des projets retenus et de l'enveloppe afférente, c'est-à-dire pas avant juin 2021 pour la 1ère vague.**

c) Règlementation

Cette aide est octroyée dans le respect des dispositions prévues par le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et l'arrêté du 2 août 2019 pris en application de l'article 6 du même décret qui détermine les pièces et informations complémentaires aux demandes de subventions relevant du ministère de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Le cahier des charges du programme s'appuie largement sur la circulaire du 3 avril 2009 relative aux modalités d'instruction des dossiers d'amélioration ou d'humanisation des structures d'hébergement (programme d'humanisation porté par l'Anah pour les centres d'hébergement en métropole).

d) Imputation budgétaire

Cette mesure doit être engagée sur les crédits budgétaires mis à disposition sur les BOP et UO "relance" dont la cartographie est rappelée dans la charte de gestion du programme ; sur le domaine fonctionnel 135-09-02 "humanisation hors ANAH", code activité 0135010102, imputation N/A.

e) Instruction (SPLS-Galion)

Il convient d'attacher une attention particulière aux données renseignées dans SPLS-Galion, notamment les dates d'OS et de DAT.

Les fiches utilisateurs pas-à-pas et les tutoriels vidéos relatifs à cette aide sont disponibles sur le site du financement du logement social : <http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/documentation-utilisateur-r664.html>

Au niveau de la page de connexion, il faut choisir son entité et son profil :

Choix de l'aide

Pour créer un dossier d'Humanisation, sélectionner la nature « Réhabilitation », sous-nature « Réhabilitation ». Les opérations d'Humanisation ne peuvent pas avoir d'autres aides :
 - SPLS-Galion bloquera la sélection d'une aide qui n'est pas associée au plan de relance
 - Aucune aide complémentaire ne doit être ajoutée (ni prime d'insertion, ni surcharge foncière)
 - Aucune autre aide relance ne doit être ajoutée au dossier

Ajout de l'aide (onglet Pré-programmation)

Dans l'onglet Infos générales, le produit est à sélectionner en bas de page dans le bloc « Produits envisagés ».

Ajout de l'aide (onglet Instruction)

Dans l'onglet Aides, il faut :

- sélectionner le produit et cliquer sur Rechercher
- sélectionner la réglementation et cliquer sur Rechercher
- sélectionner le barème et cliquer sur Enregistrer.

Informations techniques

Trois tableaux de données sont à saisir pour l'aide Humanisation : Consistance, Travaux (pas de spécificités) et Calcul des subventions.

Tableau Consistance de l'opération : la date de la convention sera reprise dans les visas de la décision, il s'agit de la décision signée entre l'Etat et le gestionnaire. Pour le type d'opération, la valeur « Centre d'hébergement » ne peut être saisie que par une entité gestionnaire ultra-marine : un contrôle bloquant s'affichera si une entité gestionnaire métropolitaine sélectionne ce type d'opération. En revanche, dans les DOMs, les dossiers peuvent être « Accueil de jour » ou « Centre d'hébergement ».

Informations sur l'aide

Aide : Aides principales (prévisionnelle) Tableau : Consistance humanisation

CONSISTANCE

Date de la convention : 01/02/2021

Type d'opération : Centre d'hébergement

Nombre de places : 15

Mois et année de mise en service : 2 2022

Imprimer Bilan Rétablir Suivant Enregistrer Retour

Tableau Calcul des subventions : l'assiette de subvention est le prix de revient TTC. L'application permet une saisie de subvention jusqu'à 100% de ce montant mais **ce sont les modalités de calcul de subvention du cahier charges publié par la Dihal qui doivent être appliquées.**

Informations sur l'aide

Aide : Aides principales (prévisionnelle) Tableau : Calcul des subventions

SUBVENTION

	Assiette de subvention	Taux calculé	Montant calculé	Mode de calcul	Taux modifié	Montant modifié
Humanisation	230 000,00 €	100,00 %	230 000,00 €	Calcul Montant	65,22 %	150000,00 €

Imprimer Bilan Rétablir Précédent Enregistrer Retour

Imputation / Nomenclature

L'aide Humanisation doit être imputée sur la nomenclature du programme 135, dans les DOM comme en Métropole. Les nomenclatures d'exécution mises à disposition par l'administrateur national en fonction des types d'entité gestionnaire sont listées ci-dessous.

Code	Libellé	Type de gestionnaire
13501	Action 01 - Construction locative et amélioration du parc	Etat
20402	subventions versées aux personnes de droit privés	EPCI
20414	subvention versée aux autres établissements publics locaux	EPCI
20417	subvention versée aux organismes publics divers	EPCI
204C	Budget délégué de l'Etat au Conseil Départemental	CG
204C-02	subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé	CG
204C-14	subvention d'équipement versée aux autres Ets publics locaux	CG
204C-17	subvention d'équipement versée aux organismes publics divers	CG

Opération et subvention Plan de Financement Imputations

Aide : Aides principales (prévisionnelle)

Signataires

Imputation

Montant subvention : 126 000,00

Exercice : 2021

Nomenclature : 13501 - Action 01 - Construction locative et amélioration du parc

Visa spécifique :

5. PLAI FTM Relance

a) Description de l'aide et des paramètres d'instruction

Cette aide relève du régime classique de l'instruction de dossiers de restructuration de FTM éligibles au Plan de traitement des foyers de travailleurs migrants et financés en PLAI.

b) Comment instruire l'aide (doctrine) ?

Uniquement les dossiers de restructuration de FTM financés par des crédits issus du Plan de relance (10 M€ en 2021) seront instruits par le biais de cette aide spécifique PLAI FTM. En effet, une dotation de 35 M€ en 2021 est par ailleurs prévue au titre des crédits FNAP de droit commun (et doit être engagée selon les règles d'imputation budgétaire habituelles de l'action 1 du programme 135). Les dotations régionales dédiées au traitement des FTM, réparties en deux enveloppes FNAP et Plan de relance sont précisées en annexe de la lettre de programmation des aides à la pierre 2021 du 17 février 2021.

Pour les régions disposant d'une enveloppe au titre des crédits FNAP de droit commun et d'une enveloppe au titre des crédits du Plan de relance, il conviendra d'engager en premier les crédits de l'enveloppe FNAP de droit commun (cela se traduit, dans SPLS-Galion, par une instruction avec l'aide PLAI dans un premier temps).

Afin de faciliter leur identification et leur suivi, les opérations ayant vocation à être financées par les crédits du plan de relance seront pré-fléchées lors du dialogue de programmation régional.

Pour ces opérations, seule la subvention principale PLAI FTM peut être octroyée dans SPLS-Galion. Ainsi, il n'est pas possible d'octroyer des subventions au titre de la surcharge foncière, de la prime spécifique d'insertion pour l'Ile-de-France et du PLAI-adapté. Il appartiendra aux services gestionnaires, y compris les délégataires des aides à la pierre, de moduler le taux de la subvention principale PLAI dans SPLS-Galion jusqu'aux limites réglementaires pour atteindre le montant de subvention nécessaire.

c) Règlementation

Les dispositions réglementaires relèvent des articles D.331-1 à D.331-16 du code de la construction et de l'habitation pour le calcul de la subvention.

d) Imputation budgétaire



Cette mesure doit être engagée sur les crédits de fonds de concours (FNAP – 479 “offre nouvelle”) mis à disposition sur les BOP et UO “relance” dont la cartographie est rappelée dans la charte de gestion du programme ; sur le domaine fonctionnel 135-09-04 “renforcement des FTM”, code activité 0135010104, imputation FdC 479.


e) Instruction (SPLS-Galion)

Il convient d'attacher une attention particulière aux données renseignées dans SPLS-Galion notamment les dates d'OS, de DAT et le numéro de convention APL (si connu).

Les fiches utilisateurs pas-à-pas et les tutoriels vidéos relatifs à cette aide sont disponibles sur le site du financement du logement social : <http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/documentation-utilisateur-r664.html>

Au niveau de la page de connexion, il faut choisir son entité et son profil :



Ministère de la Transition Écologique
Ministère de la Mer
Ministère de l'Énergie

Choi

Version 2.4.1 - Mise à jour le : 17/09/2020 - [Aide éditeur](#) - [Mentions légales](#)

Je donne
mon avis

[Télécharger](#)

© Ministère de la Transition Écologique
DGALF / DNP / PSE
BSEF / SPNPF / GFL

100% 0 page

Choix de l'aide

Pour créer un dossier de PLAI FTM, sélectionner la nature « Offre nouvelle », sous-nature « Neuf » ou « Acquisition-Amélioration ». Les opérations de PLAI FTM ne peuvent pas avoir d'autres aides :

- SPLS-Galion bloquera la sélection d'une aide qui n'est pas associée au plan de relance
- Aucune aide complémentaire ne doit être ajoutée (prime d'insertion, surcharge foncière, PLAI Adapté)
- Aucune autre aide relance ne doit être ajoutée au dossier (mais il n'y a pas de contrôle de l'application)


Un contrôle non bloquant indique lorsque le taux de subvention saisi dépasse le taux de subvention réglementaire (20% en Offre Nouvelle – Neuf, 25% en Offre Nouvelle – Acquisition-Amélioration) mais reste inférieur au taux maximum permis pour cette aide (30% en Offre Nouvelle – Neuf, 35% en Offre Nouvelle – Acquisition-Amélioration).

Ajout de l'aide (onglet Pré-programmation)

Dans l'onglet Infos générales, le produit est à sélectionner en bas de page dans le bloc « Produits envisagés ».

Produit(s) envisagé(s)

Produit(s) envisagé(s)	Sup.
Aucune information disponible	

Produit  **Ajouter** Un même dossier ne peut pas comporter des aides Etat du Plan de relance et des aides Etat qui ne sont pas du Plan de relance.

Ajout de l'aide (onglet Instruction)

Dans l'onglet Aides, il faut :

- sélectionner le produit et cliquer sur Rechercher
- sélectionner la réglementation et cliquer sur Rechercher
- sélectionner le barème et cliquer sur Enregistrer.

Aide

Aide :

PLAI_FTM - PLA1 FTM Relance


Un même dossier ne peut pas comporter des aides Etat du Plan de relance et des aides Etat qui ne sont pas du Plan de relance.


Réglementation :


PLAI_FTM - PLA1_FTM relance - Instruction (Offre nouvelle)

Barème :

B2021_01 - Barème 2021_Métropole hors Corse

 Affiner la recherche

 Enregistrer

 Retour

Informations techniques

Les informations techniques demandées pour le PLAI FTM relance sont les mêmes que celles du PLAI pré-existant. Cependant, le bénéficiaire sélectionné doit être « Publics issus de FTM ».

Informations sur l'aide

Aide : Aides principales (prévisionnelle) Tableau : Données générales du dossier

INFORMATIONS GENERALES SUR LE DOSSIER	
Type de conventionnement pour les loyers	Global
Type de construction ("Ind", "coll", "Mixte")	Individuel
Taux de subvention dérogatoire	<input type="checkbox"/>
Nature de logement	Résidence sociale
Type d'opération	Hors opération spécifique
Type d'opération complémentaire	Néant
Dévolution	Entreprise générale
Bénéficiaire	Publics issus de FTM
Localisation	Hors QPV et Territoires de Veille
N° de convention APL	
Opération bénéficiant d'une cession de foncier public	<input type="checkbox"/>
Zone d'aménagement concerté	<input type="checkbox"/>

Imprimer
 Bilan
 Rétablir
 Suivant
 Enregistrer
 Retour

Nomenclature / Imputations

L'aide PLAI FTM doit être imputée sur la nomenclature du programme 135. Les nomenclatures d'exécution mises à disposition par l'administrateur national en fonction des types d'entité gestionnaire sont listées ci-dessous.

Code	Libellé	Type de gestionnaire
13501	Action 01 - Construction locative et amélioration du parc	Etat
20402	subventions versées aux personnes de droit privés	EPCI
20414	subvention versée aux autres établissements publics locaux	EPCI
20417	subvention versée aux organismes publics divers	EPCI
204C	Budget délégué de l'Etat au Conseil Départemental	CG
204C-02	subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé	CG
204C-14	subvention d'équipement versée aux autres Ets publics locaux	CG
204C-17	subvention d'équipement versée aux organismes publics divers	CG

Opération et subvention Plan de Financement Imputations

Aide : Aides principales (prévisionnelle)

Signataires

Imputation

Montant subvention : 385,00
 Exercice : 2021
 Nomenclature : 13501 - Action 01 - Construction locative et amélioration du parc
 Visa spécifique :

6. PLAI Relance (région Ile-de-France uniquement)

a) Description de l'aide et des paramètres d'instruction

L'aide est réservée :

- d'une part, aux opérations situées en Ile-de-France sur du foncier disponible de manière temporaire pour répondre à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour la réalisation d'opérations de logements sociaux ou d'hébergement en modulaires organisée par la préfecture de la région d'Ile-de-France. L'instruction de la subvention PLAI Relance relève du régime classique de l'instruction de dossiers de résidence sociale en PLAI (y compris pension de famille, résidence accueil et foyers de jeunes travailleurs). Les projets comprenant du logement social ordinaire en construction modulaire pourront également être financés avec l'aide PLAI Relance.
- d'autre part, aux opérations de rachats d'hôtels (murs et fonds de commerce) pour développer une offre de pension de famille.

b) Comment instruire l'aide (doctrine) ?

Les opérations en construction modulaire et déplaçable retenues dans le cadre de l'AMI ainsi que les opérations de rachats d'hôtels (murs et fonds de commerce) pour créer des pensions de famille doivent être financées avec l'aide PLAI Relance.

Seule la subvention principale PLAI peut être octroyée dans SPLS-Galion. Ainsi, pour ces opérations, il n'est pas possible d'octroyer les subventions au titre de la surcharge foncière, de la prime spécifique d'insertion pour l'Ile-de-France et du PLAI-adapté. Il appartiendra aux services gestionnaires, y compris les délégataires des aides à la pierre, de moduler le taux de la subvention principale PLAI dans SPLS-Galion jusqu'aux limites réglementaires pour atteindre le montant de subvention nécessaire.

c) Règlementation

Les dispositions réglementaires relèvent des articles D.331-1 à D.331-16 du code de la construction et de l'habitation pour le calcul de la subvention.

d) Imputation budgétaire

Cette mesure doit être engagée sur les crédits budgétaires mis à disposition sur le BOP et UO "relance" de l'Ile-de-France, dont la cartographie est rappelée dans la charte de gestion du programme ; sur le domaine fonctionnel 135-09-03 "expérimentation IDF – hôtels et modulaires", code activité 0135010103, imputation N/A.

e) Instruction (SPLS-Galion)

Il convient d'attacher une attention particulière aux données renseignées dans SPLS-Galion notamment les dates d'OS, de DAT et le numéro de convention APL (si connu).

Les fiches utilisateurs pas-à-pas et les tutoriels vidéos relatifs à cette aide sont disponibles sur le site du financement du logement social : <http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/documentation-utilisateur-r664.html>

Au niveau de la page de connexion, il faut choisir son entité et son profil :

Choix de l'aide

Cette aide ne sera visible que pour les entités gestionnaires des départements d'Ile-de-France. Pour créer un dossier de PLAI Relance, sélectionner la nature « Offre nouvelle », sous-nature « Neuf » ou « Acquisition-Amélioration »).

Les opérations de PLAI Relance ne peuvent pas avoir d'autres aides :

- SPLS-Galion bloquera la sélection d'une aide qui n'est pas associée au plan de relance
- Aucune aide complémentaire ne doit être ajoutée (prime d'insertion, surcharge foncière, PLAI Adapté)
- Aucune autre aide relance ne doit être ajoutée au dossier (mais il n'y a pas de contrôle de l'application)

Un contrôle non bloquant indique lorsque le taux de subvention saisi dépasse le taux de subvention réglementaire (20% en Offre Nouvelle – Neuf, 25% en Offre Nouvelle – Acquisition-Amélioration) mais reste inférieur au taux maximum permis pour cette aide (30% en Offre Nouvelle – Neuf, 35% en Offre Nouvelle – Acquisition-Amélioration).

Ajout de l'aide (onglet Pré-programmation)

Dans l'onglet Infos générales, le produit est à sélectionner en bas de page dans le bloc « Produits envisagés ».

Ajout de l'aide (onglet Instruction)

Dans l'onglet Aides, il faut :

- sélectionner le produit et cliquer sur Rechercher
- sélectionner la réglementation et cliquer sur Rechercher
- sélectionner le barème et cliquer sur Enregistrer.

Informations techniques

Les informations techniques demandées pour le PLAI Relance sont les mêmes que celles du PLAI pré-existant. Cependant, le type d'opération sélectionné doit être « Modulaire » ou « Rachat d'hôtel IDF » selon que l'opération est une opération Modulaire ou de rachats d'hôtels (murs et fonds de commerce).

Informations sur l'aide

Aide : Aides principales (prévisionnelle) Tableau : Données générales du dossier

INFORMATIONS GENERALES SUR LE DOSSIER	
Type de conventionnement pour les loyers	Global
Type de construction ("Ind", "coll", "Mixte")	Individuel
Taux de subvention dérogatoire	<input type="checkbox"/>
Nature de logement	Logements ordinaires
Type d'opération	Modulaire
Type d'opération complémentaire	Néant
Dévolution	Entreprise générale
Bénéficiaire	Ménages
Localisation	Hors QPV et Territoires de Veille
N° de convention APL	
Opération bénéficiant d'une cession de foncier public	<input type="checkbox"/>
Zone d'aménagement concerté	<input type="checkbox"/>

Imprimer Bilan Rétablir Suivant Enregistrer Retour

Imputations / Nomenclature

L'aide PLAI Relance doit être imputée sur la nomenclature du programme 135. Les nomenclatures d'exécution mises à disposition par l'administrateur national en fonction des types d'entité gestionnaire sont listées ci-dessous.

Code	Libellé	Type de gestionnaire
13501	Action 01 - Construction locative et amélioration du parc	Etat
20402	subventions versées aux personnes de droit privés	EPCI
20414	subvention versée aux autres établissements publics locaux	EPCI
20417	subvention versée aux organismes publics divers	EPCI
204C	Budget délégué de l'Etat au Conseil Départemental	CG
204C-02	subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé	CG
204C-14	subvention d'équipement versée aux autres Ets publics locaux	CG
204C-17	subvention d'équipement versée aux organismes publics divers	CG

Opération et subvention Plan de Financement Imputations

Aide : Aides principales (prévisionnelle)

Signataires

Imputation

Montant subvention : 0,00

Exercice : 2021

Nomenclature : 13501 - Action 01 - Construction locative et amélioration du parc

Visa spécifique :

7.PSH (Produit spécifique hébergement)

a) Description de l'aide et des paramètres d'instruction

Cette aide relève de l'instruction classique en Produit Spécifique Hébergement (PSH) qui permet de financer la construction ou l'acquisition-amélioration de certaines structures d'hébergement et en priorité dans le cadre du Plan de relance, l'investissement pour la construction ou l'acquisition-amélioration de centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS).

L'aide est à distinguer de celle sur l'humanisation des centres d'hébergements pilotée par l'Anah qui agit pour l'amélioration des centres déjà existants. Le type de structure que l'Anah peut subventionner au titre de l'humanisation est décrit au III du R. 321-12 du CCH et aux 8° et 9° du L. 321-1 du code de l'action sociale et des familles : il s'agit des CHU, des logements d'urgence des collectivités territoriales ou associations, des hôtels sociaux, des CHRS et des LHSS (et exceptionnellement des accueils de jour, lorsque la rénovation s'inscrit dans un projet d'amélioration globale d'une structure comprenant des places d'hébergement).

Par ailleurs, les projets de CHRS issus de la transformation sans travaux de structures d'hébergement existantes (passage sous statut de l'autorisation selon les modalités indiquées dans l'instruction accueil, hébergement et insertion du 21 août 2020) sont financés uniquement par des crédits de fonctionnement au titre du programme 177 et ne peuvent bénéficier de subvention au titre du Produit Spécifique Hébergement.

En synthèse, le Produit Spécifique Hébergement peut uniquement financer les dépenses d'investissement suivantes :

Type d'hébergement	Opération
Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)	Nouvelle structure en neuf (y compris par extension d'une CHRS existant ou par démolition d'un CHU) Nouvelle structure en acquisition-amélioration
Centre d'accueil des demandeurs d'asile (CADA)	Nouvelle structure en neuf ou en acquisition-amélioration
Centre provisoire d'hébergement (CPH)	Nouvelle structure en neuf ou en acquisition-amélioration
Lit halte soin santé (LHSS)	Nouvelle structure en neuf ou en acquisition-amélioration
Lit d'accueil médicalisé (LAM)	Nouvelle structure en neuf ou en acquisition-amélioration

b) Comment instruire l'aide (doctrine) ?

Tous les dossiers d'agréments 2021 en PSH (enveloppe de 10 M€) relèvent de l'aide PSH Relance.

L'enveloppe PSH vise prioritairement à accroître l'offre en CHRS accueillant des publics spécifiques dont la situation justifie le fléchage de places et la mise en place d'un accompagnement spécialisé. Les crédits doivent prioritairement être orientés vers ces structures. Toutefois, l'ensemble des autres structures finançables par le PSH sont également éligibles aux crédits du Plan de relance

Sont ainsi finançables au titre de l'aide PSH, les structures suivantes mentionnées dans le tableau au point précédent.

L'instruction est effectuée conformément à la réglementation mentionnée ci-dessous.

c) Réglementation

- Articles. D. 331-96 à D. 331-110 du code de la construction et de l'habitation.
- Arrêté du 17 octobre 2011 abrogeant et remplaçant l'arrêté du 10 juin 1996 relatif à la majoration de l'assiette de la subvention et aux caractéristiques techniques des opérations de construction, d'amélioration ou d'acquisition-amélioration d'immeubles en vue d'y aménager avec l'aide de l'État des logements ou des logements-foyers à usage locatif

Page hébergement du site internet “financement du logement social” : <http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/l-hebergement-a1307.html>

d) Imputation budgétaire

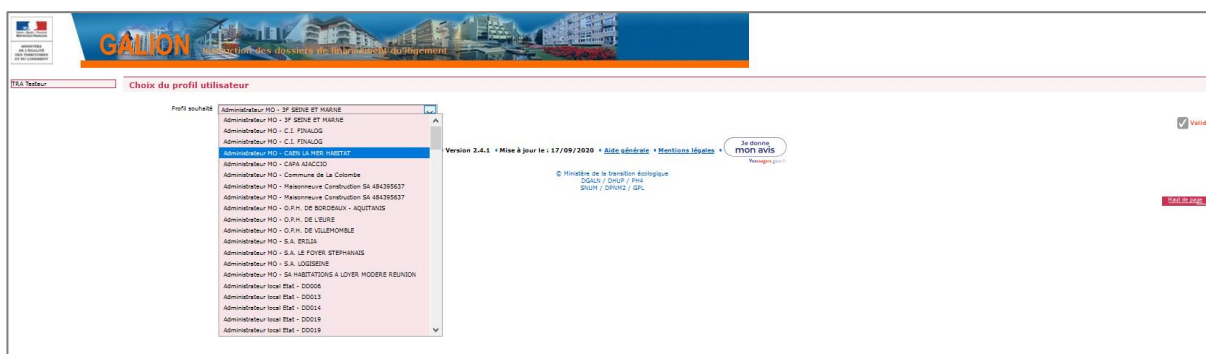
Cette mesure doit être engagée sur les crédits de fonds de concours (FNAP – 479 “offre nouvelle”) mis à disposition sur les BOP et UO “relance” dont la cartographie est rappelée dans la charte de gestion du programme ; sur le domaine fonctionnel 135-09-05 “création de places d’hébergement”, code activité 0135010105, imputation FdC 479.

e) Instruction (SPLS-Galion)

Il convient d’attacher une attention particulière aux données renseignées dans SPLS-Galion, notamment les dates d’OS et de DAT.

Les fiches utilisateurs pas-à-pas et les tutoriels vidéos relatifs à cette aide sont disponibles sur le site du financement du logement social : <http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/documentation-utilisateur-r664.html>

Au niveau de la page de connexion, il faut choisir son entité et son profil :



Les informations techniques de l’aide PSH et son libellé sont identiques mais l’aide a été associée au BOP relance de façon à orienter correctement les crédits imputés dans les dossiers qui la portent.

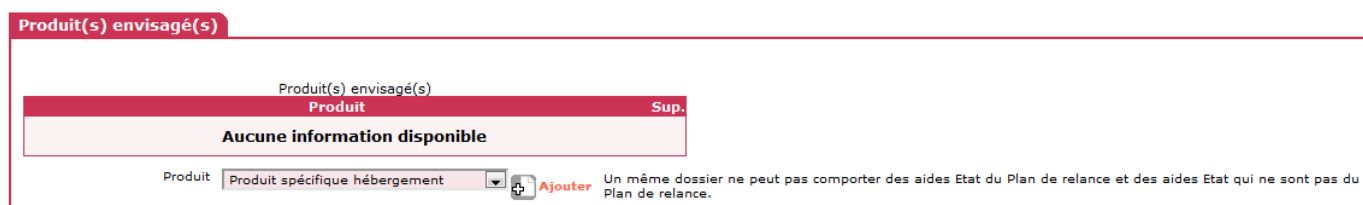
Choix de l’aide

Pour créer un dossier de PSH, sélectionner la nature Offre nouvelle. Les opérations de PSH ne peuvent pas avoir d’autres aides :

- SPLS-Galion bloquera la sélection d’une aide qui n’est pas associée au plan de relance
- Aucune aide complémentaire ne doit être ajoutée (ni prime d’insertion, ni surcharge foncière)
- Aucune autre aide relance ne doit être ajoutée au dossier (mais il n’y a pas de contrôle de l’application)

Ajout de l’aide (onglet Pré-programmation)

Dans l’onglet Infos générales, le produit est à sélectionner en bas de page dans le bloc « Produits envisagés ».



Ajout de l'aide (onglet Instruction)

Dans l'onglet Aides, il faut :

- sélectionner le produit et cliquer sur Rechercher
- sélectionner la réglementation et cliquer sur Rechercher
- sélectionner le barème et cliquer sur Enregistrer.

Aide

Aide :
Un même dossier ne peut pas comporter des aides Etat du Plan de relance et des aides Etat qui ne sont pas du Plan de relance.

Réglementation :

Barème :

Affiner la recherche
Enregistrer
Retour

Informations techniques

Pas de spécificités relance (nature de logement : "Hébergement", bénéficiaire : "Autres publics spécifiques").

Imputations / Nomenclature

L'aide PSH doit être imputée sur la nomenclature du programme 135. Les nomenclatures d'exécution mises à disposition par l'administrateur national en fonction des types d'entité gestionnaire sont listées ci-dessous.

Code	Libellé	Type de gestionnaire
13501	Action 01 - Construction locative et amélioration du parc	Etat
20402	subventions versées aux personnes de droit privés	EPCI
20414	subvention versée aux autres établissements publics locaux	EPCI
20417	subvention versée aux organismes publics divers	EPCI
204C	Budget délégué de l'Etat au Conseil Départemental	CG
204C-02	subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé	CG
204C-14	subvention d'équipement versée aux autres Ets publics locaux	CG
204C-17	subvention d'équipement versée aux organismes publics divers	CG

Opération et subvention
Plan de Financement
Imputations

Aide :

Signataires

Imputation

Montant subvention :

Exercice :

Nomenclature :

Visa spécifique :

8.RHVS Relance (région Ile-de-France uniquement)

a) Description de l'aide et des paramètres d'instruction

L'aide est réservée aux opérations situées en Ile-de-France pour financer des acquisitions de baux commerciaux d'hôtels vacants pour les transformer en résidences hôtelières à vocation sociale (RHVS).

b) Comment instruire l'aide (doctrine) ?

L'instruction de la subvention RHVS Relance relève du régime classique de l'instruction de dossiers de RHVS conformément à la réglementation mentionnée ci-dessous.

c) Règlementation

- Art. L. 631-11, R. 631-8-1 à R. 631-26-1 et D. 331-85 à D. 331-95 du code de la construction et de l'habitation.
- Arrêté du 11 juillet 2007 relatif aux pièces constitutives des dossiers de demande d'agrément des résidences hôtelières à vocation sociale et de leurs exploitants
- Circulaire du 8 avril 2008 relative aux RHVS
- Page RHVS du site internet "financement du logement social" : <http://www-financement-logement-social.dgaln.i2/les-rhvs-a1291.html>

d) Imputation budgétaire

Cette mesure doit être engagée sur les crédits budgétaires mis à disposition sur le BOP et UO “relance” de l’Ile-de-France, dont la cartographie est rappelée dans la charte de gestion du programme ; sur le domaine fonctionnel 135-09-03 “expérimentation IDF – hôtels et modulaires”, code activité 0135010103, imputation N/A.

e) Instruction (SPLS-Galion)

Il convient d'attacher une attention particulière aux données renseignées dans SPLS-Galion, notamment les dates d'OS et de DAT.

Les fiches utilisateurs pas-à-pas et les tutoriels vidéos relatifs à cette aide sont disponibles sur le site du financement du logement social : <http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/documentation-utilisateur-r664.html>

Au niveau de la page de connexion, il faut choisir son entité et son profil :

[illegible]

Choix de l'aide


Pour une aide RHVS Relance, sélectionner la nature « LLS complémentaire », sous-nature « Acquisition-Amélioration ».

Ajout de l'aide (onglet Pré-programmation)

Dans l'onglet Infos générales, le produit est à sélectionner en bas de page dans le bloc « Produits envisagés ».

Produit(s) envisagé(s)

Produit(s) envisagé(s)	Sup.
Aucune information disponible	

Produit : RHVS Relance  **Ajouter** Un même dossier ne peut pas comporter des aides Etat du Plan de relance et des aides Etat qui ne sont pas du Plan de relance.

Ajout de l'aide (onglet Instruction)

Dans l'onglet Aides, il faut :




- sélectionner le produit et cliquer sur Rechercher
- sélectionner la réglementation et cliquer sur Rechercher
- sélectionner le barème et cliquer sur Enregistrer.

Aide

Aide : RHVS_REL - RHVS Relance Un même dossier ne peut pas comporter des aides Etat du Plan de relance et des aides Etat qui ne sont pas du Plan de relance.

Réglementation : RH_VS_REL - Résidence Hotelière à vocation sociale relance

Barème : B2021_01 - Barème 2021_Métropole hors Corse

 **Affiner la recherche**  **Enregistrer**  **Retour**

Informations techniques







Les informations techniques demandées pour le RHVS Relance sont les mêmes que celles du RHVS pré-existant. Cependant, le type d'opération sélectionné doit être « Rachat d'hôtel IDF ».

Informations sur l'aide

Aide : Aides principales (prévisionnelle) Tableau : Saisie des données générales du dossier

INFORMATIONS GENERALES SUR LE DOSSIER

Dévolution	Entreprise générale
Nature de logement	RHVS
Type d'opération	Rachat d'hôtel IDF
Bénéficiaire	Ménages
Localisation	Hors QPV et Territoires de Veille

 **Imprimer**  **Bilan**  **Rétablir**  **Suivant**  **Enregistrer**  **Retour**

Nomenclature / Imputation




L'aide RHVS RELANCE doit être imputée sur la nomenclature du programme 135. Les nomenclatures d'exécution mises à disposition par l'administrateur national en fonction des types d'entité gestionnaire sont listées ci-dessous.

Code	Libellé	Type de gestionnaire
13501	Action 01 - Construction locative et amélioration du parc	Etat
20402	subventions versées aux personnes de droit privés	EPCI
20414	subvention versée aux autres établissements publics locaux	EPCI
20417	subvention versée aux organismes publics divers	EPCI
204C	Budget délégué de l'Etat au Conseil Départemental	CG
204C-02	subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé	CG
204C-14	subvention d'équipement versée aux autres Ets publics locaux	CG
204C-17	subvention d'équipement versée aux organismes publics divers	CG

Opération et subvention **Plan de Financement** **Imputations**

Aide : Aides principales (prévisionnelle)

Signataires


  

Imputation

Montant subvention : 3,30

Exercice : 2021

Nomenclature : 13501 - Action 01 - Construction locative et amélioration du parc

Visa spécifique : 

9. Imputation budgétaire

La charte de gestion du programme 135 pour 2021 décrit l'ensemble des domaines fonctionnels et centres financiers nouveaux créés pour l'exécution des mesures de la relance. Nous les rappelons ici.

Il convient de préciser que :

- le logiciel SPLS-Galion est interfacé à CHORUS de manière à imputer les dépenses sur les domaines fonctionnels *ad hoc* et sur les UO et BOP « relance ».
- aucune fongibilité n'est possible entre les mesures de la relance et les autres actions du programme 135 ; ni entre les différentes mesures de la relance. En cas de besoin de crédits complémentaires sur les mesures de la relance **il convient impérativement de saisir le bureau référent**.
- Enfin, aucune opération de réhabilitation de LLS ne doit être engagée en crédits budgétaires en dehors du domaine 10-01, à l'exception des opérations du bassin minier (01-15).

Rappel des BOP – relance :

Domaine fonctionnel		Code activité	Imputation	Centre financier
135-09-01	Réhabilitation des aires d'accueil	0135010101	N/A	BOP Relance
135-09-02	Humanisation, hors ANAH	0135010102	N/A	BOP Relance
135-09-03	Expérimentation IDF, rachat d'hôtels et modulaires	0135010103	N/A	BOP Relance
135-09-04	Renforcement du plan de traitement des FTM (FNAP)	0135010104	FdC 479	BOP Relance
135-09-05	Création de places d'hébergement - PSH (FNAP)	0135010105	FdC 479	BOP Relance
135-10-01	Réhabilitation des LLS	0135020101	N/A	BOP Relance
135-10-02	Réhabilitation des LLS, AAP MassiRéno	0135020102	N/A	BOP Relance

UO BOP	Localisation	UO BOP	Localisation
0135-RGES	Grand Est	0135-RIDF	Ile-de-France DRIHL
0135-RNAQ	Nouvelle Aquitaine	0135-ROCC	Occitanie
0135-RAUR	Auvergne-Rhône-Alpes	0135-RMAR	Martinique
0135-RBFC	Bourgogne-Franche-Comté	0135-RMAY	Mayotte
0135-RBRE	Bretagne	0135-RHDF	Hauts-de-France
0135-RCVL	Centre-Val de Loire	0135-RNOR	Normandie
0135-RCOR	Corse	0135-RPAC	Provence-Alpes-Côte-d'Azur
0135-RGUA	Guadeloupe	0135-RPAY	Pays-de-la-Loire
0135-RGUY	Guyane	0135-RREU	Réunion

10. Rappel des taux de TVA de droit commun

Secteurs ou locaux concernés	Subdivision de l'article 278 sexies	Taux
Logements locatifs sociaux financés par un prêt locatif aidé d'intégration	1° du A du II	5,50%
Logements locatifs sociaux financés par un prêt locatif à usage social et relevant de la politique de renouvellement urbain	2° du A du II	5,50%
Autres logements locatifs sociaux : PLS, PLUS en construction neuve, hors ceux intégrés à une opérations mixte ANRU/droit commun	3° du A du II	10%
Locaux faisant l'objet d'une acquisition-amélioration lorsque l'acquisition est financée par un prêt locatif aidé d'intégration ou un prêt locatif à usage social	2° du B du II	5,50%
Secteur social et médico-social	IV	5,50%